

"La faucille et le pavé" dans Le Monde (25 mars 1971)

Légende: Deux jours après la manifestation violente des paysans européens dans les rues de Bruxelles, le quotidien français Le Monde critique la philosophie du Plan Mansholt et s'interroge sur la manière dont les Six gèrent le dossier agricole.

Source: Le Monde. dir. de publ. FAUVET, Jacques. 25.03.1971, n° 8 148; 28e année. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_faucille_et_le_pave"_dans_le_monde_25_mars_1971-fr-7ccb30a5-ad85-4b80-805d-4aeae03b149e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

La faucille et le pavé

Il y a trois ans, quelque deux mille agriculteurs des pays du Marché commun avaient défilé dans les rues de Bruxelles pour réclamer un relèvement du prix du lait. On avait surtout retenu à l'époque l'aspect positif de l'événement : ne prouvait-il pas que la Communauté européenne avait définitivement cessé d'être une affaire d'experts ? Les paysans européens, en prenant conscience de leur destin commun, quitte à le faire de façon bruyante et désordonnée, portaient témoignage de la naissance d'une opinion publique européenne, sans l'existence de laquelle il serait vain d'envisager une union politique.

Par son ampleur et par sa violence, la manifestation de mardi suggère à des réflexions moins optimistes : l'Europe serait-elle en train d'éclater, au moment où cent mille paysans, dont certains venus du Midi viticole français ou de la Calabre, ignorent désormais les frontières nationales et se réunissent en masse pour peser sur le conseil des Six, qui délibère prudemment au sixième étage de l'immeuble Charlemagne ?

Nul doute que les syndicats agricoles avaient pris un risque grave en organisant ce vaste rassemblement. Ils sont bien placés pour savoir qu'on ne peut jouer du mécontentement des habitants des campagnes dans les circonstances présentes : depuis deux ans environ, c'est souvent le désespoir qui s'est abattu sur eux ; on pouvait donc redouter le pire, comme l'expérience l'a, hélas ! confirmé. Un jeune agriculteur belge a payé de sa vie la démonstration de force faite par la paysannerie du Vieux Continent.

Tout se passe comme si les gouvernements et notamment celui de Paris, avaient compté sur la résignation habituelle des hommes de la terre pour se dispenser de prendre à bras le corps un des problèmes les plus difficiles que l'évolution économique leur ait posés. Au mois de mai 1968, le peuple des campagnes s'était tenu à l'écart du mouvement de grève et de contestation qui s'étendait alors sur une bonne partie de la France. Sans doute a-t-on eu tort d'en conclure que décidément l'attachement à l'ordre était une donnée intangible de la vie rurale. Il fut un temps, assez lointain déjà, où les dirigeants croyaient pareillement pouvoir compter sur le sens du « devoir » des fonctionnaires. Le désordre généralisé que l'inflation apporte dans la société a fini par avoir raison, dans ce domaine comme dans d'autres, des traditions les mieux établies.

Alors que le nom de M. Mansholt est vilipendé par les paysans et son image pendue en effigie, il n'est que juste de rappeler que la Commission européenne a eu le mérite de mesurer à l'avance le sérieux de la question agricole et de proclamer la nécessité d'un programme commun pour accompagner les mutations nécessaires. Cependant, le « plan Mansholt » aggravait par maints côtés la politique suivie à Bruxelles, en se donnant pour modèle l'agriculture du Nouveau Continent et pour instruments d'intervention des méthodes qui avaient été appliquées pendant trente ans, souvent sans grand succès aux États-Unis.

Face à la protestation des agriculteurs contre les idées « technocratiques » de Bruxelles, les Etats, faute d'être capables de faire d'autres propositions, ont laissé pourrir la situation. C'est un fait qu'aucune décision d'envergure n'a été prise depuis deux ans par le conseil des ministres des Six. C'est dans ces conditions que M. Ertl, ministre allemand, a menacé il y a quelques semaines de suivre son propre chemin. Si une nouvelle politique agricole n'est pas définie en commun, va-t-on assister à un dangereux repli de chaque pays sur soi ?